

**Fonds de pension : « gauche » et droite tête première**

Frédéric LORDON

Chargé de recherche au CNRS

Ainsi, par une nouvelle poussée, le mouvement historique de la financiarisation de la société française s'apprête à reprendre sa marche. On peut le dire dès maintenant et sans grand risque de se tromper car le résultat des élections n'y changera rien. L'un et l'autre des grands candidats ont mis les fonds de pension à leur programme et n'ont plus d'autre préoccupation, comme chez Swift les petitboutistes et les grosboutistes, que de chercher des queues de cerise pour jurer qu'un gouffre les sépare. Pas de problème en vérité pour le candidat Chirac qui, sans ancrage intellectuel, peut se laisser rouler dans la ligne de plus grande pente libérale. Le candidat Jospin en revanche a davantage de raisons de se sentir un peu gêné aux entournures.

C'est qu'il va lui falloir faire avaler quelques couleuvres à ses troupes, en commençant par leur faire oublier qu'il y a à peine plus de douze mois son ministre des finances jurait ses grands dieux que l'épargne salariale n'avait « évidemment » rien à voir avec les retraites – il fallait même de la malignité pour y voir le commencement de fonds de pension. En vérité, plus de 90% des salariés sondés ont compris l'épargne salariale du PPESV comme un instrument de préparation de la retraite, un tiers des entreprises est bien d'accord avec eux, et la quasi totalité des gestionnaires institutionnels salivent en attendant de s'occuper du magot et d'en tirer force commission. Il n'y a, bien sûr, que le ministre des finances qui n'a pas vu le rapport...

La chose doit lui apparaître plus clairement aujourd'hui puisque voilà l'épargne salariale explicitement mise au service de la retraite par son premier ministre-candidat. C'est l'étiquette « fonds de pension » qui coince encore un peu – il est vrai que les reniements sémantiques, finalement les plus durs à avaler, sont souvent consentis les derniers. Il faudra pourtant s'y faire tant le parallèle avec les fameux plans 401(k) américains s'impose avec évidence. Que dire alors de la revendication du « collectif » des fonds Jospin par opposition à « l'individualisme » des fonds Chirac, sinon qu'elle est comme le comble de la misère idéologique ? Dans un fonds de capitalisation, par définition, chaque épargnant est rendu à son effort financier individuel et n'a rien à connaître de celui des autres. Les fonds d'épargne salariale n'échappent évidemment pas à cette règle et, sauf à croire à la possibilité politique de l'oxymore, on ne se dédouane pas des fonds de pension en les assortissant d'un « mais pas

individuels ! » à peu près aussi hypocrite que contradictoire. Serait-ce alors le contrôle de sa gestion par les « partenaires sociaux » qui fait dire au candidat Jospin que cette épargne retraite salariale dispose de tous ses brevets de socialisme ? Il faudrait malheureusement plus de place pour défaire complètement ce genre d'illusion, qu'on peut tout de même saisir en raccourci par ce propos du leader de l'AFL-CIO qui, gestionnaire de fonds salariaux, déclarait pourtant sans ambages n'avoir pas d'autre souci que la rentabilité à servir à ses « épargnants »...

Par une aberration supplémentaire, pour ainsi dire élevée au carré en pleine affaire Enron, voilà donc que la « gauche » pourrait devenir l'agent historique des fonds de pension en France, l'accélérateur – conscient ou inconscient ? – de leurs logiques pourtant bien connues de raccourcissement des horizons temporels, de resserrement des contraintes de gestion, d'ajustement salarial et d'instabilité macroéconomique. A cette « gauche » qui s'apprête, l'âme claire, à faire basculer définitivement la société française dans le capitalisme financiarisé, on voudrait au moins rappeler ceci :

Le débat sur les fonds de pension n'a que peu à voir avec la question des retraites. Si les retraités sont plus nombreux, il faudra cotiser davantage, la cause est entendue. Que ce « plus à payer » aille dans la caisse de la répartition ou dans des fonds de capitalisation, c'est un problème politique et un choix de société, plus encore si l'on considère que la capitalisation est appelée à souffrir tout autant que la répartition des tensions démographiques – simplement elle les « exprime » autrement, mais il est vrai qu'on n'en parle jamais ce qui est le plus simple moyen de faire accroire que pour elle le problème ne se pose pas. En fait, la vérité des fonds de pension est ailleurs, et leurs promoteurs privés les plus décidés et les plus conscients, qui se soucient de l'avenir des retraites comme de leur première plus-value, le savent bien. Elle est d'abord dans la récupération du pactole – 1000 milliards au bas mot –, une jouvence pour l'industrie de la gestion institutionnelle. Moins immédiatement boutiquière, elle est surtout dans la mise en place au travers des fonds de pension, bras armé du pouvoir actionnarial, d'un formidable instrument de discipline salariale. Ainsi se dévoile peut-être le véritable sens historique de la mondialisation et surtout de l'adhésion des élites à son progrès. C'est par l'international et par la finance que s'accomplit « enfin » la réduction du pouvoir de négociation du salariat, impossible dans le cadre d'un contrat social national protégé. L'« ouverture » des économies a bien commencé le travail et la « compétitivité » a déjà servi de motif à toutes les régressions sociales des années 80. Mais l'on peut faire beaucoup mieux, et la « création de valeur » se propose de prendre vigoureusement le relais. Les patrons, le cœur gros d'une générosité empêchée, voudraient bien distribuer davantage de

salaires, mais quand ce ne sont pas les marchés à reconquérir, ce sont les actionnaires qui exigent... Le pire est peut-être que toutes ces raisons déplaisantes sont parfois objectivement fondées. Mais elles ne le sont qu'à partir du moment où l'on a décidé des transformations des structures économiques qui vont leur donner toute leur force.

Que la « gauche » apporte sans discontinuer son concours à ces transformations-là, comme elle n'a cessé de le prouver en acte depuis la déréglementation financière de 1985 jusqu'aux fonds de pension d'aujourd'hui, en passant par le PPESV d'hier, est un motif de sidération politique pour tous ceux qui n'ont pas complètement perdu la mémoire et ont encore quelques facultés de récapitulation historique. A faire, comme diraient les mathématiciens, l'intégrale de cette dérive presque deux fois décennale, on est saisi par l'ampleur des abandons, mais aussi emporté par une insondable perplexité qui, en attente d'une sociologie politique plus élaborée, reconduit sans fin l'observateur en quête d'interprétation à l'alternative un peu rude mais toujours opératoire de la bévue des inconséquents ou du cynisme des apostats.